Publié le 13/12/2018 à 19:04, mis à jour le 14/12/2018 à 11:32

Usine de Blanquefort: Le Maire va s'entretenir avec le patron de Ford Europe

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, avait évoqué une «trahison» après que le groupe américain a annoncé qu'il écartait l'offre de reprise de Punch Powerglide. Les 850 salariés de l'usine girondine se retrouveront sans emploi d'ici septembre.

Par Emmanuel Egloff

Bruno Le Maire va taper du poing sur la table. Le ministre de l'Économie, révolté par la décision de Ford d'écarter l'offre de reprise de l'usine de Blanquefort présentée par Punch Powerglide, va s'entretenir ce vendredi avec le responsable de Ford Europe. «Bruno Le Maire, dans les prochaines heures, va avoir un contact avec le patron de Ford Europe», a déclaré ce matin la secrétaire d'État, Agnès Pannier-Runacher, sur Radio Classique.

Jeudi, le ministre de l'Économie n'avait pas caché sa colère devant les sénateurs. Bruno Le Maire s'était dit *«révolté, écœuré par cette décision qui ne se justifie que par la volonté de Ford de faire monter son cours de Bourse»*. Avec des accents que n'aurait pas reniés son prédécesseur Arnaud Montebourg, il a dit vouloir *«dénoncer la lâcheté de Ford à qui je demande à parler depuis trois jours et qui n'a même pas eu le courage de prendre le ministre de l'Économie et des Finances au téléphone»*. Agnès Pannier-Runacher a elle aussi fait part de son mécontentement. «On a fait en sorte de donner tout le confort juridique pour que Ford soit dégagé juridiquement du site et que les repreneurs prennent leur responsabilité. Aujourd'hui on ne comprend pas, on a rempli le cahier des charges», explique-t-elle.

Lui aussi très remonté, le patron de la CGT, Philippe Martinez, a appelé l'État à faire preuve de sévérité à l'égard du constructeur américain. «Ford doit rembourser tout l'argent public qui lui a été versé et il faut que cette usine (de Blanquefort) soit réquisitionnée. On doit prendre cette usine. S'indigner c'est bien, mais c'est l'emploi sur un bassin déja beaucoup attaqué qui est en jeu», a-t-il rappelé sur BFMTV.

Depuis plusieurs mois, Ford jouait un jeu curieux

Dans un communiqué, le constructeur américain explique *«avoir décidé de ne pas donner de suite favorable à la vente du site de FAI à l'acquéreur potentiel ayant manifesté le plus grand intérêt pour la reprise»*. Si le site, qui fabrique aujourd'hui des boîtes de vitesses automatiques, n'est pas vendu, il sera donc fermé. Et Ford de donner le calendrier: *«L'arrêt de production sur le site est prévu fin août 2019 et*

FAI s'est engagé à ne prononcer aucun départ contraint avant septembre 2019.» En clair, les 850 salariés se retrouveront dehors en septembre.

La mauvaise humeur de Bruno Le Maire est compréhensible. Depuis plusieurs mois, Ford jouait un jeu curieux: il donnait l'impression de chercher un repreneur mais prenait toutes les dispositions pour fermer le site dans le cadre de son calendrier initial d'une fin de production pour l'été 2019. En février, la marque à l'ovale bleu annonçait sa décision de ne pas assigner un nouveau produit à son usine française. Ce qui la condamnait, à terme. Mais il affirmait aussi sa volonté de trouver un repreneur crédible. Très vite, le belge Punch Powerglide, qui possède une usine en Alsace fabriquant aussi des boîtes de vitesses automatiques pour les marchés allemand et chinois, manifestait son intérêt.

Plan mondial d'économies

Mais, le 7 juin, Ford lançait, à la grande fureur du gouvernement, un plan de sauvegarde de l'emploi, même si, indiquait le constructeur, *«la priorité reste de trouver un repreneur»*. Finalement, en octobre, il a fini par avouer que *«le plan de l'acquéreur potentiel n'offre pas le niveau de sécurité et protection requis»*. Il est vrai que Ford a été échaudé. En 2009, la même usine avait été vendue à la société allemande HZ. Mais les difficultés financières du repreneur ont contraint le groupe américain à réintégrer l'usine en 2011. Ford a d'autant moins envie de revivre une telle aventure qu'il est engagé dans un vaste plan de réduction des coûts. Dans ce cadre, il veut rapidement concrétiser des fermetures. Et Blanquefort fait figure de victime facile.

Enngagé dans un vaste plan de réduction des coûts, Ford veut rapidement concrétiser des fermetures. Et Blanquefort fait figure de victime facile

Pourtant, un délai a encore été accordé à l'État français et à Punch Powerglide pour que le candidat à la reprise puisse réviser son offre. Mardi, les syndicats ont même fait accepter par les salariés un plan de compétitivité, avec une modération salariale sur trois ans et une perte de trois jours de RTT. C'est ce qui a crédibilisé le plan de reprise de Punch Powerglide. Même la CGT, menée sur place par l'ex-candidat à la présidentielle Philippe Poutou, a donné son aval. À Bercy, on souligne que la priorité est bien *«de conserver une activité industrielle»*. Ce travail pour solidifier l'offre de reprise explique la fureur du ministre à l'annonce de la décision de Ford. *«Je veux dénoncer le mensonge de Ford qui dit que l'offre de reprise n'est pas crédible alors que nous y travaillons depuis des mois»*, a encore dénoncé Bruno Le Maire au Sénat. Ford devra désormais affronter les problèmes que va engendrer la fermeture de son usine. Il entrera, sans doute, dans une guérilla de la part des syndicats et des salariés. L'affaire n'est pas terminée.